



L'école de la confiance, vraiment ?

Le ministre de l'éducation a beau le répéter : la confiance ne se décrète pas. Et, ce n'est certainement pas une confiance en l'enseignant.e, tant l'Institution n'avait été aussi loin dans la suspicion envers elle ou lui.

En saturant l'espace médiatique par ses annonces, en entretenant d'inutiles polémiques et sous couvert d'une approche scientifique grossièrement instrumentalisée, Jean-Michel Blanquer déploie une authentique offensive idéologique contre l'égalité à l'école, les conditions de travail et les pédagogies émancipatrices.

Les mesures pour cette rentrée 2018 se résument à « décoder, évaluer, sélectionner ». De la Maternelle – un chantier est annoncé pour « clarifier » les programmes et imposer des « repères annuels de progression » – à l'Université, le ministre veut développer une véritable culture de l'évaluation.

Des élèves de CP à celles et ceux des classes de Seconde, c'est la chasse aux compétences. Une chasse qui interdit l'émancipation. C'est d'ailleurs la philosophie du texte de lecture proposé aux CP.... Collégiens et lycéens ayant droits à des QCM !

Mesurer, contrôler, il s'agit bien de soumettre élèves et enseignants à une culture du résultat. La loi votée le 1er août par l'Assemblée Nationale portant sur la réforme de la formation professionnelle et l'apprentissage, la loi ORE, Parcoursup, la réforme du bac, le projet de lycée « modulaire » donnent une cohérence à la multiplication de ces injonctions.

Une école contre le peuple, pour les élites.

A la presse encore, le premier ministre a annoncé la suppression de 4500 postes dans la Fonction publique l'an prochain. Blanquer envisage une réforme de la formation initiale pour 2019, une économie possible de 25.000 postes dans l'Education nationale. Ajoutés aux 166.000 postes de « contrats aidés » qui seront encore supprimés, l'école publique est aussi « prioritaire » pour faire des économies.

La liberté pédagogique remise en cause

La fin de l'année scolaire 2017-2018 a été marquée par une augmentation des contraintes exercées sur les équipes enseignantes d'écoles maternelles ou élémentaires pour qu'elles s'engagent dans des actions d'apprentissage de la lecture conduites par l'association Agir pour l'École. Tout en tenant un discours affirmant le respect de la liberté pédagogique, des autorités départementales ou académiques ont usé de moyens divers pour exercer des pressions qu'il s'agisse d'initier ces actions ou de contraindre à leur poursuite.

L'émancipation par le savoir ne se mesure pas par des compétences à atteindre, des hiérarchies, des sélections.

INVARIANT n° 21 : L'enfant n'aime pas le travail de troupeau auquel l'individu doit se plier comme un robot. Il aime le travail individuel ou le travail d'équipe au sein d'une communauté coopérative.

Célestin Freinet